



La face cachée des révoltes arabes

Marc Lavergne

► To cite this version:

Marc Lavergne. La face cachée des révoltes arabes : Le temps des sacrifices sur la voie de la démocratie. Le magazine de l'Afrique, 2013, 33, pp.2-6. halshs-00834520

HAL Id: halshs-00834520

<https://shs.hal.science/halshs-00834520>

Submitted on 16 Jun 2013

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le temps des sacrifices sur la voie de la démocratie

Marc Lavergne

Au commencement était le Verbe

Tout a commencé par un abus de langage : il n'y a pas, il n'y a jamais eu de révolutions arabes depuis ce mois de décembre 2010 qui a vu la Tunisie s'embraser. Une révolution, c'est un programme et des cadres qui parviennent à donner à un peuple un but et des moyens pour y parvenir. C'est en ce sens que l'on peut parler de révolution algérienne ou palestinienne. Rien de tout cela dans les soulèvements populaires aux fortunes diverses qui se sont propagés en quelques semaines de Sidi Bouzid au Crater d'Aden, de la place Tahrir du Caire à la place des Perles de Manama. Soulèvements populaires donc, en arabe *intifada*, un terme tout aussi noble que celui de révolution, *thawra* : celles-ci, depuis le coup d'Etat des officiers libres en juillet 52 au Caire, n'ont débouché que sur des dictatures, tandis que les *intifada* ont renversé des dictateurs : au Soudan Abboud en octobre 1964 puis Nimeiri en avril 1985, ou ébranlé l'oppression étrangère, comme par deux fois en Palestine.

Malgré les milliers de pages et d'heures d'émissions qui leur ont été consacrées, les soulèvements populaires des deux dernières années gardent une part de mystère qu'il reviendra aux historiens d'élucider. Ils ont été spontanés et imprévus : leur seule ambition était d'ouvrir les fenêtres de la liberté de cette prison des peuples qu'était le monde arabe. Derrière la chute des tyrans, s'est progressivement dessiné l'espoir de mobiliser la société autour d'un idéal : restaurer une morale publique à la place de la corruption dont les gouvernants avaient gangrené leur peuple.

Si ces soulèvements ont été révolutionnaires, c'est par le rôle inédit qu'y a joué la jeunesse : elle s'y est affranchie de la tutelle des adultes et a tenté d'y acquérir son autonomie au sein d'une société strictement patriarcale.

Paradoxes d'un Orient compliqué ou myopies occidentales ?

Premier paradoxe, il s'agit à l'origine d'une jeunesse éduquée, nourrie de références occidentales et de culture universelle : une catégorie minoritaire qui a réussi à franchir le fossé culturel qui la séparait du reste de la jeunesse, les chômeurs urbains, puis de larges pans de la société auxquels elle a su rendre l'espoir.

Cette jeunesse était celle-là même à laquelle le nouveau président Barack Obama s'était adressé, à l'université du Caire, le 4 juin 2009 – en l'absence du président Moubarak – pour lancer un appel au sursaut du monde arabe : l'Amérique n'avait rien contre l'islam et appelait de ses vœux l'ouverture démocratique de la région, sans oublier l'émancipation des femmes. L'Amérique avait en effet senti, à la différence d'une France rendue myope par sa trompeuse et fructueuse proximité, l'usure des régimes soutenus par l'Occident. La nouvelle administration démocrate en avait tiré la conclusion que des changements de régime s'imposaient au plus vite,

pour éviter que ces pays ne basculent dans des bouleversements incontrôlables de l’Egypte à la Tunisie, aux dirigeants discrédités par la corruption et la répression de peuples impatients. La théorie du complot dont la région est friande voyait dans l’Amérique, suppôt d’Israël, l’incarnation du Diable. Or ne voici pas que l’Hyperpuissance a retenu la main des armées prétoriennes prêtes à écraser les insurrections, au Caire comme à Tunis, avant d’apporter son soutien à des gouvernements d’inspiration islamique ? Hillary Clinton, puis John Kerry n’ont pas été avares de déclarations et de subsides aux gouvernements islamistes qui sont progressivement sortis des urnes. Realpolitik, puisque ces pouvoirs légitimes étaient à la fois conservateurs sur le plan social et libéraux sur le plan économique ; mais aussi proximité idéologique entre des sociétés fondées sur une référence explicite au divin, d’un côté comme de l’autre de l’Atlantique...

Or, nouveau paradoxe, les formations de l’islam politique, au premier rang desquelles les Frères Musulmans et leurs épigones, avaient été non seulement prises au dépourvu, mais contrariées par les soulèvements populaires. Bien que longtemps réprimés et souvent emprisonnés, les dirigeants des Frères Musulmans ont d’abord condamné le mouvement populaire et ne l’ont suivi que contraints par la désobéissance des « militants de base ». En effet, ils se satisfaisaient d’une situation où le pouvoir les laissait cogérer la société, à travers leurs organisations de bienfaisance qui comblaient le vide laissé par l’Etat à partir des mosquées. Ils se cantonnaient dans une fonction tribunicienne articulée autour du slogan « l’islam est la solution » ; mais ils se tenaient prudemment à l’écart des mouvements de revendication sociale qui se multipliaient depuis le début des années 2000 : grèves des mineurs et ouvriers de Gafsa en Tunisie, grèves et occupations d’usines textiles du delta égyptien, etc. L’orientation économique d’amarrage à l’Europe pour la Tunisie, de réforme destinée à démanteler le secteur public en Egypte, rencontraient une vive résistance. Mais la mouvance islamiste n’a pas de credo sur la question sociale, la seule réponse canonique résidant dans l’aumône rituelle et la solidarité symbolique avec les pauvres exprimée durant le mois de Ramadan. Plus généralement, elle a du mal à se saisir de la notion d’Etat, qui vient télescoper la notion fondamentale de Communauté des Croyants. Les dirigeants historiques, auréolés des années passées en prison, n’étaient donc pas enthousiastes à l’idée de se saisir des rênes du pouvoir. Les armées non plus : en Egypte, le Conseil Suprême des Forces Armées n’avait pour but que pour protéger les prébendes des officiers, mais se savait incapable d’apporter des solutions aux maux dont souffre l’Egypte.

L’apothéose en trompe l’œil des Frères Musulmans

Le score des Frères Musulmans, dont les partis, El Nahda en Tunisie ou Justice et Liberté en Egypte, recueillent environ la moitié des suffrages lors des élections générales, peut certes paraître manifester une large adhésion populaire. En réalité, les Frères sont l’objet d’une défiance grandissante, du fait de leur réticence à assumer leurs responsabilités et à répondre autrement que par des slogans aux problèmes majeurs que constituent le chômage et la paupérisation accélérée de la population. Cette désaffection se traduit par le score impressionnant recueilli par les formations

nouvelles qui se réclament de la mouvance salafiste : près du quart des suffrages pour des partis comme El Nour, qui ne proposent pas non plus de solution réaliste aux problèmes de l'heure, mais qui sont épargnés par les accommodements avec le pouvoir d'hier.

La mouvance islamiste est donc désormais installée à la tête des pouvoirs qui ont succédé aux pouvoirs déchus, et ont évincé les « révolutionnaires » porteurs d'un horizon démocratique et réformateur sur le modèle occidental. Mais cette victoire obtenue des électeurs est bien lourde à porter : dans une situation économique et sociale qui se désagrège sur fond de crise européenne, de disparition des touristes et des investissements étrangers, les nouveaux dirigeants sont mis au défi d'opérer un *aggiornamento* qui leur permette de s'insérer dans le jeu international : les débats internes autour de la licéité religieuse des emprunts auprès du FMI ou de la Banque Mondiale révèlent des lignes de clivage internes entre « idéologues » et « pragmatiques », tandis que l'accent est mis sur l'établissement d'un ordre moral qui vise à réviser le statut des femmes et des minorités, à défaut de pouvoir apporter les améliorations attendues sur le plan économique et social.

L'Égypte et la Tunisie s'enfoncent donc inexorablement dans une régression non seulement économique et sociale, mais civilisationnelle, lourde de menaces, comme le montrent les gesticulations récentes du Caire à l'encontre de l'Éthiopie qui a entrepris de construire une série de barrages sur le Nil Bleu et d'autres affluents du Nil principal. Et le soutien apporté par le Qatar aux Frères Musulmans, par l'Arabie Saoudite aux salafistes pourrait bien n'être qu'un baiser de la mort.

Un traitement global pour des problématiques locales

Dans toute la région, l'unique préoccupation de ces puissances concurrentes du Golfe, dont la stabilité paraît encore vitale à l'Occident, est de se prémunir face à la contagion possible des soulèvements arabes. C'est ainsi que le soulèvement de la population de Bahreïn, seul véritable projet révolutionnaire, structuré, populaire, animé par des élites représentant toutes les couches de la population, et mûri par vingt ans de luttes face à un pouvoir autocratique, a été promptement écrasé par les tanks saoudiens. Opération menée à bien au grand soulagement des pays occidentaux, au prétexte qu'il risquait d'ouvrir la porte du Golfe à l'Iran chiite. Le Yémen, gangrené par la gabegie et déchiré par des révoltes à base régionale a été stabilisé par la mise à l'écart du président à vie, mais le répit gagné n'est qu'illusoire, et masque mal l'enracinement d'Al-Qaida sur les rives du golfe d'Aden, et la résilience de la rébellion houthiste sur les hauts plateaux du nord. En Libye, la boîte de Pandore ouverte par l'élimination de Mouammar el Kadhafi n'est pas près d'être refermée : à l'intérieur, les forces centrifuges régionales et tribales ont perdu tout pôle fédérateur capable de créer un équilibre librement consenti, tandis qu'à l'extérieur, le Sahel n'est vraisemblablement qu'au début d'une désagrégation alimentée du nord. Mais c'est en Syrie que le basculement du soulèvement populaire en guerre civile est le plus net. Les conséquences de l'incompétence occidentale y sont effroyables, point d'orgue de l'incapacité à comprendre les ressorts profonds de cette région du monde pourtant si proche. Là comme ailleurs et naguère au Darfour, une inconséquence coupable a

conduit à laisser se développer une contre-insurrection impitoyable : la leçon libyenne n'a été perdue ni pour les maîtres de Damas, ni pour leurs mentors russes. Mais les limites de l'intervention occidentale sont aujourd'hui patentes pour tous les acteurs de la région, édifiées par des interventions militaires impuissantes, quand ce n'est pas désastreuses, de l'Afghanistan au Mali en passant par l'Irak.

Des sociétés mises en branle

Même si les soulèvements arabes sont réprimés par les tyrans ou récupérés par les mouvements qui n'ont à proposer qu'un embrigadement islamiste, leur effet sur les sociétés sera durable : l'acquisition d'une autonomie par rapport aux pouvoirs. Ceux-ci, issus des urnes ou rescapés des mobilisations populaires, ont perdu leur prestige et leur maîtrise des esprits. A la mise en cause de la structure patriarcale de la société correspond également la redéfinition des rôles des genres : l'émergence de l'individu libre de ses engagements est aussi celui des femmes, qui ont participé à la révolution, de la Tunisie au Yémen. Cette libération, masquée par l'extension du port du voile qui n'en est pourtant que l'expression, ou qu'une condition, est engagée depuis déjà longtemps. Les soulèvements lui ont permis d'apparaître au grand jour, en lui donnant une légitimité. Mais son origine est plus profonde : elle procède de la déchéance de l'homme arabe, privé d'accès à l'instruction, sinon la mémorisation stérile d'éléments de connaissance figés et frappé par le chômage massif. Dans ces économies dites « intermédiaires », en fait rentières et précaires, étranglées entre puissances émergentes d'Asie du Sud et d'Extrême-Orient et économies diversifiées et créatrices d'Occident, l'absence de croissance interne l'empêche d'assumer son rôle traditionnel au sein de la famille. L'essor de l'islam politique peut dans ce contexte être analysé comme le dernier refuge de la suprématie des hommes. Mais faute de se donner les moyens de répondre aux vrais défis qui les minent, il est condamné à un combat d'arrière-garde face à l'émergence de l'individu, homme et femme.